

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 02/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LABORDE SAS

Zone Lanneretonne
4 chemin d'Ilhasse
BP 55
64400 Oloron-Sainte-Marie

Références : ED/UbD40-64B/D2025_
Code AIOT : 0005204599

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement LABORDE SAS implanté au lieu dit Elguia 64470 Camou-Cihigue. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORDE SAS
- Elguia 64470 Camou-Cihigue
- Code AIOT : 0005204599
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Laborde est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 4599/2020/007 du 7 avril 2020, une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation mobile de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Camou-Cihigue, sur une superficie de 83 989 m², avec une surface exploitable pour l'extraction de matériaux de 27 935 m², pour une durée de 15 ans. Cette auto-

risation arrivera à échéance le 7 avril 2035.

La production maximale autorisée de la carrière est de 120 000 tonnes par an. Cette activité est associée à une installation mobile de concassage criblage des matériaux d'une puissance de 228 kW et à l'exploitation d'une installation de transit de produits minéraux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 1.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Tranchée et ouvrage de franchissement	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Propreté de l'installation et des abords	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 3.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
21	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
22	Aménagement des points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 5.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
24	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 1.4	Sans objet
3	Garanties Financières – Montant	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 1.5.1	Sans objet
5	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.4	Sans objet
7	Stabilité des fronts d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.5.3	Sans objet
9	Évacuation des matériaux	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.6	Sans objet
10	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.7.2	Sans objet
12	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Conditions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.3.1	Sans objet
16	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 3.2.1	Sans objet
17	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 3.3.1	Sans objet
18	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 3.4.1	Sans objet
19	Surveillance des légionelles	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 3.5.2	Sans objet
20	Air – Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 4.1	Sans objet
23	Contrôle des rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 5.2.7	Sans objet
25	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les aménagements pour accéder à la nouvelle zone d'extraction sont majoritairement terminés, et le site est correctement entretenu.

Il est toutefois demandé à l'exploitant de faire réaliser les études géotechniques pour les ouvrages et les aménagements suivants : le pont d'accès aux parcelles agricoles, la tranchée sous le pont et le quai de déchargement des tombereaux ; de mettre en place un suivi écologique des mesures d'évitement, de réduction et de compensation ; et de procéder à quelques aménagements, tel que la réduction d'une hauteur d'un ancien front d'exploitation en partie Est, pour répondre aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique ICPE</p> <p>A - 2510-1 : Exploitation de carrière - superficie totale : 83 989 m², dont 27 935 m² à extraire - production maximale : 120 000 t/an</p> <p>E - 2515-1a : Installations mobiles de broyage, concassage, criblage - Puissance totale : 228 kW</p> <p>E - 2517-1 : Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux et inertes - Superficie : 11 860 m²</p> <p>NC - 4734-2 : Stockage de produits pétroliers - Capacité maximale de stockage 5,1 m³ soit 4 tonnes</p> <p>1.2.2 Situation de l'établissement</p> <p>Les installations autorisées sont situées sur la commune, lieux-dits et parcelles suivants : Le plan de situation et le plan parcellaire sont joints en annexe 1 et 2 du présent arrêté.</p> <p>1.2.3 Autres limites de l'autorisation</p> <p>1.2.3.1 Droit de propriété</p>

<p>La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, sur les parcelles mentionnées à l'article 1.2.2 .</p> <p>1.2.3.2 Éloignement des excavations</p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette bande d'au moins 10 mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p> <p>Le sous-cavage est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2024, la production de la carrière a été de 57 800 tonnes.</p> <p>L'ancien crible n'a pas été évacué du site.</p> <p>L'exploitant a terminé de réaliser la piste d'accès à la zone de l'extension.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'ancien crible doit soit être évacué du site, soit être placé sur une aire étanche</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Durée de l'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 1.4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.4.1 Durée de l'autorisation</p> <p>L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 années à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.</p> <p>L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.</p> <p>La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé à l'article doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.</p> <p>La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois au moins avant la fin de l'autorisation</p> <p>L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. La demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au préfet deux ans au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.</p> <p>1.4.2 Caducité</p> <p>I. - L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.</p> <p>Ce délai est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ; - d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

- d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet. II. - Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
Constats : L'échéance de l'autorisation est fixée au 7 avril 2035.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties Financières – Montant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état, en annexe 7 présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. ...
Constats : L'acte de cautionnement pour les garanties financières est valable jusqu'au 7 avril 2030.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : 2.1.2.1 Information du public L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. 2.1.2.2 Bornage Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation ; des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état ; des bornes de positionnement des limites de l'extraction. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II étendu. 2.1.2.3 Eaux de ruissellement Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation et la voirie publique doit être mis en place en périphérie de ces zones. 2.1.2.4 Accès à la voie publique L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sé-

<p>curité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.</p> <p>2.1.2.5 Dispositions et aménagements préalables au début de l'exploitation sur l'extension</p> <p>2.1.2.5.1 Piste latérale</p> <p>La piste latérale d'accès à l'extension est configurée pour répondre aux règles de sécurité pour la circulation des engins. Cette piste dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une largeur de circulation d'au moins 5 mètres entre les cotes 255 et 358 m NGF, - d'une aire de croisement à mi-distance, - d'une pente de piste inférieure à 15 %, - d'une bande de circulation correctement nivelée, - d'un drainage des eaux pluviales vers un dispositif de traitement avant rejet vers le milieu naturel. <p>2.1.2.5.2 Zone de retournement et de déchargement</p> <p>La zone de retournement et de déchargement à la cote 270 m NGF, doit faire l'objet d'une mission d'ingénierie géotechnique pour sa conception et sa réalisation.</p> <p>2.1.2.5.3 Piste d'accès à l'extension et pont de désenclavement</p> <p>La piste d'accès à la zone d'extension est construite partiellement en tranchée sur une profondeur maximale de 12 mètres.</p> <p>Un pont est réalisé pour franchir cette tranchée, pour les besoins d'une exploitation agricole utilisant les parcelles 301 et 302.</p> <p>Ces travaux doivent faire l'objet de missions d'ingénierie géotechnique et génie civil pour la conception et la réalisation de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>La signalisation est faite.</p> <p>Les bornes périphériques sont en places et doivent rester visibles durant toute la durée de l'autorisation.</p> <p>Les bornes définissant la limite des travaux ne sont pas encore placées en limite sommitale et les travaux approches de ces limites.</p> <p>Les eaux de ruissellement extérieures au site, sont maîtrisées.</p> <p>L'accès à la voie publique est adapté au flux de circulation de la carrière et ne gêne pas l'écoulement des eaux.</p> <p>Le profil général de la piste entre la zone de l'extension et la zone de déchargement, a été repris pour que la pente ne dépasse pas 15 % avec une largeur au moins égale à 5 mètres. Un secteur en aval du pont reste avec une pente de 17 %.</p> <p>Une étude géotechnique G5 concernant le diagnostic de stabilité des fronts de taille a été réalisée en février 2024. Cette étude ne couvre pas les ouvrages suivants : quai de déchargement des tombereaux, tranchée et le pont de désenclavement des parcelles agricole 301 et 302.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit mettre en place un piquetage définissant la limite des travaux préalablement au début des travaux en limite du périmètre autorisé et des zones d'évitements.</p> <p>L'exploitant doit finaliser la rectification de la pente de la piste d'accès au niveau du pont entre les 2 zones d'extraction.</p> <p>L'exploitant doit compléter l'étude géotechnique par l'analyse et les limites d'utilisation des aménagements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • quai de déchargement des tombereaux, • tranchée et le pont de désenclavement des parcelles agricole 301 et 302.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : 2.1.4.1 Déboisement et défrichement Sans préjudice de la législation en vigueur et des dispositions de l'article 1.7.2 , le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation. Le défrichement ne doit pas avoir lieu pendant la période de nidification des oiseaux. Pour éviter la destruction du Lézard des murailles, le défrichement est réalisé durant le mois d'octobre. Les chênes abritant des Lucanes cerf-volant, présent sur le périmètre de l'autorisation, sont identifiés, signalés et protégés. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour préserver ces habitats. 2.1.4.2 Technique de décapage Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site.. 2.1.4.3 Patrimoine archéologique Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques ou paléontologiques en dehors du cadre d'opérations préventives seront signalées sans délai à la mairie de Camou-Cihigue, à la Direction Régionale des Affaires Culturelles, avec copie à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant déclare avoir pris en compte la période de déboisement et de défrichement pour éviter la période de nidification des oiseaux et de détruire les Lézards des murailles. L'horizon humifère est quasi inexistant sur la zone à extraire, aucun stockage de terre végétale n'est réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux calcaires est réalisée au cours de deux périodes, printemps et hiver, par abattage à l'aide de tirs de mines verticaux. Les matériaux abattus sont chargés à l'aide d'une pelle hydraulique sur des tombereaux, pour les acheminés sur le carreau de la cote 255 m NGF. À l'issue de la campagne d'extraction, les matériaux sont repris pour être traités dans une installation mobile de concassage-criblage permettant l'élaboration des différentes granulométries des produits calcaire. L'exploitation sera réalisée en trois phases quinquennales. Les plans relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont en du présent arrêté. La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à : - 248 m NGF sur l'extraction basse ; - 318 m NGF sur l'extraction haute. La cote maximale de l'extraction est de 408 m NGF.L'épaisseur maximale d'extraction est de : - 105 m sur l'extraction basse ;

<p>- 90 m sur l'extraction haute.</p> <p>Le tonnage total de matériaux à extraire est de 1,8 Mt.</p> <p>L'exploitation sera conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de 15 mètres. En position définitive ces gradins seront inclinés selon une pente de l'ordre de 70°.</p> <p>Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.</p> <p>En cours d'exploitation, les banquettes devront être aménagées entre les gradins de façon à permettre le passage des engins en toute sécurité et assurer l'équilibre des terrains périphériques. La largeur minimale de ces banquettes sera de 10 mètres.</p> <p>En fin d'exploitation, lorsque la banquette n'est plus utilisée comme piste, la largeur pourra être ramenée à 5 mètres.</p> <p>L'exploitation du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit préalablement un plan de tir.</p> <p>L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.</p> <p>Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'est de la partie basse de l'exploitation, deux anciens fronts ont une hauteur dépassant 15 m.</p> <p>Au droit de la future zone de déchargement, il doit maintenir une plate-forme (cote 256 m NGF) sur le carreau pour conserver cette hauteur maximale de 15 m.</p> <p>Les gradins encombrés par des blocs issus de l'ouverture de la tranchée ou autres, doivent être régulièrement purgés, afin que les gradins puissent conserver un rôle de piège à cailloux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Ne disposant plus de recul suffisant pour rectifier la hauteur de ces anciens fronts, il est demandé à l'exploitant de maintenir sur le carreau un stock de matériaux en pied de fronts d'une épaisseur d'environ 3 mètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Stabilité des fronts d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de taille. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées, portant sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques.</p> <p>Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le chef de carrière assure un contrôle périodique des fronts.</p> <p>Une étude géotechnique G5 a été réalisé en février 2024 par FONDASOL, établissant un diagnostic de stabilité des fronts d'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Tranchée et ouvrage de franchissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Tranchée et ouvrage de franchissement
Prescription contrôlée : La tranchée d'accès à la partie supérieure du gisement et l'ouvrage de franchissement, font l'objet d'une surveillance et d'une maintenance périodique, adaptées aux contraintes géotechniques et d'utilisation de l'ouvrage. L'ensemble des documents de surveillance et de maintenance est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.
Constats : Des aménagements de protection ont été mis en place en amont et en aval du pont d'accès aux parcelles agricoles. Une clôture est en place, toutefois il manque la signalisation de danger. En absence d'étude géotechnique des ouvrages de franchissement, l'exploitant ne dispose pas d'une surveillance et d'une maintenance des ouvrages adaptés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">• mettre en place une signalisation des dangers sur la voie d'accès aux parcelles agricoles au droit du pont entre les 2 zones de travaux• mettre en place une surveillance et une maintenance de ces ouvrages, adaptées aux conclusions de l'étude géotechnique prévue à l'article 2.1.2. L'ensemble de ces documents doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Evacuation des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des matériaux
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont transférés par tombereaux entre la carrière et les installations fixes de traitement des matériaux. Les matériaux commercialisés sont évacués du site par transport routier. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour que les véhicules entrant ou sortant du site ne soient pas à l'origine, sur les voies publiques et leurs abords : <ul style="list-style-type: none">- ni d'envols de poussières ;- ni de dépôt de poussières, boues ou minéraux, et ce quelles que soient les conditions atmosphériques. Le matériau doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté. L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site, notamment en ce qui concerne le poids total autorisé en charge (PTAC) et le poids total roulant autorisé (PTRA).
Constats : Le jour de l'inspection, une pelle hydraulique alimentait un groupe de concassage mobile et un

<p>chargeur sur pneu assurait le déstockage des granulats et le chargement des camions. Il n'a pas été constaté de nuisances particulières sur la voirie publique en sortie de carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les clôtures et panneaux de signalisation ; - les bornes visées à l'article ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - les pistes et voies de circulation ; - les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ; - les installations de toute nature (bascule, locaux, ravitaillement, installations de traitement ...) ; - les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art. 1.2.4.1 ; - la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...).</p> <p>Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes, est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.</p> </p>
<p>Constats : Un plan d'exploitation mis à jour le 25 février 2025 a été remis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Plan de gestion des déchets d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.1.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; <p>en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; </p>

<ul style="list-style-type: none"> - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare n'avoir aucun stérile d'exploitation, mais il dispose de quelques stocks de terre végétale pour la remise en état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'actualiser le plan de gestion des déchets d'extraction en incorporant les stockages de terre végétale dont il dispose pour la remise en état du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Intégration dans le paysage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et d'accessibilité.</p> <p>Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.</p> <p>Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables, les déchets inertes extérieurs avant mise en remblais ou les matériaux nécessaires à la remise en état.</p> <p>Pour limiter l'impact visuel, la végétation boisée en périphérie de la zone d'extraction est conservée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est correctement entretenu.</p> <p>Afin de réduire l'impact paysager des travaux de la partie sommitale, l'exploitant a mis en place un merlon formant écran en bordure de piste.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Mesures ERC

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures ERC</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures adaptées doivent être mises en place notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter la prolifération d'espèces invasives ;

<ul style="list-style-type: none"> - éviter le dérangement de la faune en période printanière ; - réduire le risque de dégradation des habitats et de la flore périphériques ; - préserver l'habitat du Lucane cerf-volant ou mettre en œuvre un protocole de déplacement et de reconstitution de son habitat. <p>Le suivi de l'efficacité des mesures de protection et de compensation pour la faune et la flore, sera réalisé par un spécialiste du milieu naturel. Un bilan quinquennal des opérations menées au cours de la période, ainsi qu'un descriptif des actions prévues pour la période quinquennale suivante sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne peut justifier d'aucun document de mise en place des mesures de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la limitation de la prolifération des espèces invasives • suivi de l'efficacité des mesures de protection et de compensation pour la faune et la flore, par un spécialiste du milieu naturel
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un plan de gestion des espèces végétales invasives, ce plan comprendra au moins les éléments suivants : nature des espèces concernées, localisation et densité, méthodologie et période d'intervention, moyen d'élimination et programme de travaux. • Mettre en place le suivi écologique des mesures de protection et de compensation pour la faune et la flore, par un spécialiste du milieu naturel et prévoir pour 2025 de réaliser un bilan quinquennal des opérations menées au cours de la période, ainsi qu'un descriptif des actions prévues pour la période quinquennale suivante. Ce document devra être transmis à l'inspection des installations classées. <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il devra transmettre à la DREAL pour la fin 2025, un bilan quinquennal des opérations menées au cours de la période, ainsi qu'un descriptif des actions prévues pour la période quinquennale suivante.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 14 : Conditions de remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de remise en état</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'objectif de la remise en état est un réaménagement essentiellement écologique.</p> <p>La remise en état est conduite de façon progressive et coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état défini en du présent arrêté et aux dispositions de l'étude d'impact, détaillées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale. La remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remodelage paysager des fronts et des banquettes * aménagement de cônes d'éboulis rocheux en pied de fronts, * mise en place de zones d'éboulis sur les banquettes, * apport de terre végétale sur les banquettes (épaisseur adaptée au type de plantation : 5 à 40 cm), * sur les banquettes, plantations arbustives et arborées en bosquets et plantes retombantes, avec des essences locales, selon les préconisations listées dans le rapport ETEN joint au dossier de demande d'autorisation environnementale, * raccordement harmonieux des fronts de taille avec les terrains naturels voisins,

<ul style="list-style-type: none"> * aménagement en pied de front, de pièges à cailloux d'au moins 5 mètres de large et d'une profondeur de l'ordre de 1,50 mètres, * en partie supérieure des fronts, maintenir une clôture efficace ou mettre en place une haie défensive dense, permettant de prévenir la chute . - Aménagement du carreau inférieur * maintien du dispositif de drainage des eaux pluviales, * apport de terre végétale d'une épaisseur minimale de 10 cm, * ensemencement de graminées. - Aménagement du carreau supérieur * apport de terre végétale permettant une reprise spontanée pour la formation de pelouse calcicole, * plantation ponctuelle de bosquets d'essences locales (Prunellier, Aubépine monogyne, Frêne commun, Chêne pédonculé ...) - La piste d'accès en tranchée et le pont entre les deux zones d'extraction seront conservés. Le pont en tant qu'ouvrage d'art doit justifier d'un entretien et d'une surveillance périodique. - La zone de déchargement sera convertie en éboulis. - Démontage complet des installations techniques. - Enlèvement de la signalisation relative à l'exploitation. <p>L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au Préfet.</p> <p>L'extraction de matériaux commercialisables doit être interrompue au plus tard 6 mois avant le terme de l'autorisation. La remise en état doit être achevée au plus tard à la date d'échéance du présent arrêté.</p> <p>Toute modification des conditions de remise en état entre dans le champ d'application de l'article 1.6.1 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur l'ancienne zone d'extraction, l'exploitant a réalisé la remise en état entre les carreaux des cotes 340 à 280 m NGF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Propreté de l'installation et des abords

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation et des abords</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le transformateur électrique a été évacué du site, et le sol a été nettoyé.</p> <p>Le crible mobile est toujours présent à l'entrée du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, soit d'évacuer le crible mobile, soit de le placer sur une plateforme étanche.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ , doit être implantée à moins de 200 mètres des réservoirs de carburant et des installations de traitement. Cette réserve doit répondre aux spécifications suivantes : <ul style="list-style-type: none">- un emplacement de 4 m x 8 m au droit du raccord d'aspiration pour la mise en station de l'engin pompe, avec une signalisation adaptée pour réserver le stationnement aux engins pompiers ;- la pérennité de la ressource doit être assurée (120 m³ minimum)- le pétitionnaire doit prendre contact avec le SDIS 64 pour valider ces équipements.
Constats : La dernière vérification des extincteurs a été réalisée en mai 2024
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : La vérification des installations électrique est programmée pour le 7 avril 2025. La vérification précédente faite en décembre 2023, n'avait fait l'objet d'aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier : I. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

En dehors des jours d'activité, les engins sont stationnés sur une aire étanche.

Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer en dehors de l'aire étanche prévue ci-dessus, à condition de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement et de réaliser l'opération au-dessus d'un bac étanche ou d'une couverture absorbante adaptée pour les hydrocarbures.

Chaque équipement de travail mobile doit être équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 1 000 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 1 000 l.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

IV. Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le bassin de décantation avant le rejet vers le milieu naturel est muni d'un dispositif d'obturation.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées à l'article ci-après.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

VI. L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Une aire bétonnée avec rétention est présente devant la cuve de ravitaillement en carburant.

Les réservoirs de stockages de GNR disposent d'une double enveloppe.

La cuve mobile de ravitaillement en carburant pour la pelle à chenilles et la foreuse est une cuve de 500 litres en double enveloppe installée sur un véhicule routier de type pick-up 4x4. Un extincteur à poudre polyvalente et un kit de produits absorbants sont présents sur le véhicule.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le ravitaillement des engins à mobilité réduite peut s'effectuer en dehors de l'aire étanche, à condition de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement et de réaliser l'opération au-dessus d'un bac étanche ou d'une couverture absorbante adaptée pour les hydrocarbures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Surveillance des légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 3.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs d'eau utilisés pour la brumisation des matériaux de l'unité de traitement doivent être désinfectés au moins une fois par an en période de forte chaleur.</p> <p>Ces réservoirs doivent être hermétiques aux insectes et notamment aux moustiques.</p> <p>Une analyse de légionelles est réalisée une fois par an en période de forte chaleur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réservoir de stockage d'eau pour l'abattement des poussières sur le groupe mobile est vidé chaque soir.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Air – Conception des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air – Conception des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.1.1 Dispositions générales</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.</p> <p>Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ; - la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ; - les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ; - Les engins de foration des trous de mines sont équipés d'un dispositif de dépoussiérage. <p>Le brûlage à l'air libre est interdit.</p> <p>4.1.2 Émissions diffuses et envols de poussières</p> <p>Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.</p>

Lorsque les stockages des produits minéraux se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.
Constats : Une affiche au pont bascule informe la clientèle de l'obligation de protection du chargement contre l'envol des poussières , notamment pour les produits inférieurs à 5 mm. En absence de bâche pour le transport, un dispositif d'arrosage est disponible pour humidifier le chargement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : - les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ; - les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux des surfaces imperméabilisées (aire étanche, aire de stationnement, aire de ravitaillement...) ; - les eaux domestiques : les eaux de vannes, les eaux des lavabos et douches... La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.
Constats : Le bassin de décantation en partie a été agrandi, toutefois l'exploitant ne connaît pas son volume. La collecte des eaux en bordure de piste semble correctement aménagée pour assurer la pérennité des aménagements et ne pas fragiliser les zones de remblai et de sensibilité particulière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection la justification du volume du bassin de décantation, qui ne doit pas être inférieure à 342 m3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 22 : Aménagement des points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des points de prélèvement
Prescription contrôlée : Le rejet est réalisé dans le ruisseau Etcheto. Les émissaires sont équipés d'un dispositif de prélèvement.
Constats : Le point de rejet du bassin de décantation n'est pas facilement accessible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'aménager l'accès au point de rejet du bassin de décantation pour réaliser les prélèvements en toute sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 23 : Contrôle des rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 5.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets d'eaux
Prescription contrôlée : Un contrôle de paramètres définis ci-dessus est effectué semestriellement. Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télé-déclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet.
Constats : La vérification semestrielle des eaux est réalisée. Il n'est pas constaté de non-conformité sur les 2 contrôles de l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Prescription contrôlée : 6.2.1 Valeurs limites d'émergence Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan joint au présent arrêté en annexe 6. 6.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Niveau sonore limite admissible en limite de propriété : 70 dB(A) 6.2.3 Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées tous les trois ans. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection, accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Le dernier contrôle de bruits a été réalisé en 2021. Le contrôle des niveaux sonores est programmé début avril 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, les résultats de ce contrôle dès réception du rapport, accompagné si besoin du plan d'action pour réduire les nuisances.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 25 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2020, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6.3.1 Réponse vibratoire Pour l'application des dispositions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire telle que définie dans ladite circulaire, ne peut être effectuée que par un organisme compétent.</p> <p>6.3.2 Tirs de mines Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (on entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Les vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s feront systématiquement l'objet d'une analyse particulière par un bureau expert en tirs à l'explosif et par l'exploitant pour en déterminer les causes. Un rapport sera joint au dossier de tir. À cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :</p> <p>6.3.3 Contrôle des vibrations L'exploitant met en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression (annexe 6). Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Une copie de ce registre est transmise mensuellement à l'inspection des installations classées. En cas de plaintes, des mesures complémentaires de la surpression aérienne couplées aux mesures de vibrations pourront être demandées par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le suivi de l'autosurveillance des tirs de mines n'indique aucun dépassement de la valeur limite réglementaire des vitesses particulières pondérées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite